

Document

La France casse du touareg au Mali – Partie 3

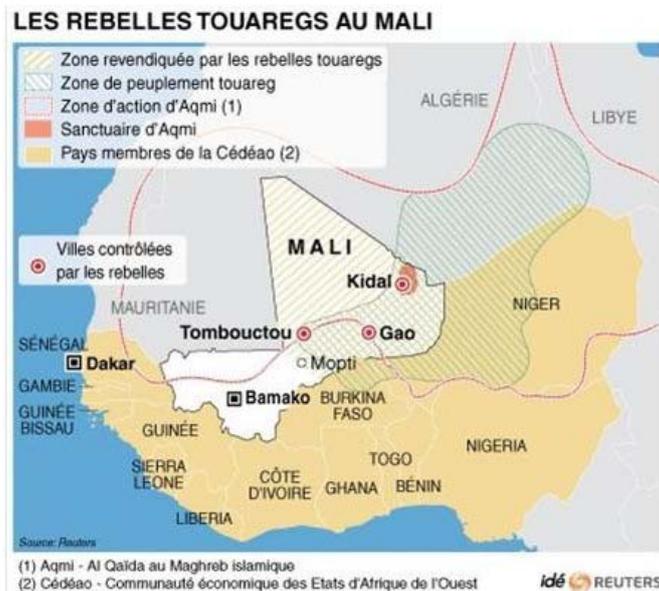
(liesi)

23.01.2013

Quand l'ombre de Sion s'étend dans le désert

La nouvelle révolte touareg doit beaucoup à Nicolas Sarkozy et aux meilleurs alliés des israélo-américains : l'Arabie Saoudite.

Durant plusieurs décennies, le colonel Kadhafi entretint et instrumentalisa le mécontentement d'une partie des Touaregs pour appuyer ses entreprises déstabilisatrices en Afrique subsaharienne. Sa chute, au printemps 2011, précipita le retour au Mali de ceux qu'on appela les "revenants" (les estimations varient de quelques centaines à quelques milliers), ex-rebelles des années 1990 recrutés dans l'armée libyenne, lourdement équipés grâce au pillage des stocks d'armes libyens. La mort (accidentelle ?) le 26 août 2012 d'Ibrahim Ag Bahanga, figure centrale de la rébellion touarègue au Mali, retarda le lancement d'un soulèvement de grande ampleur. Mais d'autres prirent sa suite car la conjoncture les encourageait à exploiter une "chance historique" : pour la première fois depuis 1960 le rapport de force défavorisait les troupes loyalistes. Ainsi, en octobre 2012, les intellectuels et militants politiques du Mouvement national de l'Azawad s'unirent aux anciens combattants de l'Alliance Touareg Niger-Mali et aux "revenants" pour fonder le Mouvement national de libération de l'Azawad-MNLA. Il s'agit donc de l'amalgame d'éléments hétéroclites, ce qui explique en partie les contradictions – dans les déclarations comme dans les actes – relevées par les observateurs (attitude vis-à-vis des salafistes, objectif politique, par exemple). Belal Ag Sharif en dirige le Bureau politique. Mohammed Ag Najim, son chef militaire, rebelle exilé dans les années 1990, commandait précédemment une unité de l'armée libyenne spécialisée dans la guerre en milieu désertique. Le déclenchement de l'offensive n'eut rien d'une surprise : six mois durant, d'intenses discussions se déroulèrent publiquement au sein de la communauté touarègue quant à l'opportunité et aux modalités d'un nouveau soulèvement. Les partisans comme les adversaires d'une entente avec Bamako y participèrent et le pouvoir malien n'en ignorait rien.



Le 6 avril 2012, après une campagne éclair lancée le 17 janvier et qui avait vu tomber entre ses mains toute la partie du territoire malien située au nord du fleuve Niger, le MNLA proclama l'indépendance de l'Azawad, terme qui signifie, en langue tamasheq, "terre de transhumance", "pâturage". Il s'agit d'une référence explicite au nomadisme pastoral, caractéristique de la société touarègue traditionnelle et base affichée de l'identité touarègue. Ce succès inattendu effaçait l'échec des rébellions de 1960-1964, 1990-1992 et 2006-2009. Les districts de Tombouctou, de Kidal et de Gao, soit 822 000 km², échappaient au contrôle de Bamako. Le Mali était amputé des deux-tiers de son territoire. Au cœur de ce nouvel ensemble se trouve l'Adrar des Ifoghas, massif granitique et volcanique de 250 000 km², très découpé par les oueds, censé être le berceau de la civilisation tamasheq. Ce territoire, investi d'une très forte valeur symbolique, pourrait constituer le point d'attraction des groupes touaregs résidant dans les pays voisins (Niger et Algérie, en particulier) et éveiller chez eux des revendications indépendantistes.

Touaregs partisans du salafisme djihadiste qui contrôlent le nord du Mali : le MNLA a perdu la maîtrise de la situation au profit d'une organisation jusqu'alors inconnue : Ansar Eddine. Un ex-rebelle touareg de 2006, artisan de la paix, Iyad Ag Ghali, avait été nommé consul du Mali à Djedda (Arabie Saoudite) en 2008. Ce séjour entraîna, semble-t-il, sa conversion au salafisme. Dès lors, on le retrouva comme intermédiaire entre AQMI et les pays occidentaux dans plusieurs négociations en vue de libérer des otages moyennant rançon. Associé aux tractations qui précédèrent la création du MNLA, il semble qu'il n'obtint pas les responsabilités auxquelles il prétendait. Dans le même temps, il se vit refuser d'être désigné comme successeur de l'amenokal des Ifoghas, dignité suprême dans cette prestigieuse confédération tribale à laquelle il appartient. En cause dans les deux cas : son passé (ralliement au pouvoir malien lors de la rébellion de 2006 assimilé par certains à une trahison) et peut-être surtout son engagement religieux radical, loin de faire l'unanimité dans sa communauté et incompatible avec la laïcité affichée (pour s'assurer du soutien de l'Occident ?) par le MNLA. En réaction, il fonda sa propre organisation : Ansar Eddine ("Combattants de la foi"). Même s'il guerroya aux côtés du MNLA pour chasser les forces fidèles à l'État malien, son objectif n'est pas la sécession, mais l'instauration de la charia sur l'ensemble du territoire malien (ce qu'attestent le franchissement du Niger et la prise de contrôle de la ville de Douentza, le 1er septembre 2012). Probablement financé par AQMI (qui préférerait laisser agir des Touaregs en territoire touareg et se consacrer exclusivement à ses activités djihadistes), il renforça ses positions dès le mois de mars 2012, puis se retourna contre ses alliés fin mai et les chassa de tous les centres urbains de l'Azawad. Il semble qu'Ansar Eddine dirige Kidal, tandis que des groupes islamistes étrangers tiennent Gao et Tombouctou. À l'instar des talibans afghans dans les années 1990 ou des Shebab somaliens, Ansar Eddine s'efforce d'apparaître comme une force de stabilisation (r)établissant, à l'aide de la charia, la loi et l'ordre (largement mis à mal par les combattants du MNLA si l'on en croit les rares témoignages à notre disposition). De plus, alors que le MNLA dispose de peu de moyens, Ansar Eddine peut nourrir, équiper et rémunérer ses combattants. Aussi n'éprouve-t-il aucune difficulté à recruter et parvient-il à débaucher (massivement semble-t-il) dans les rangs de son rival.

Une situation complexe

Le Mali au cœur de l'ancien Empire colonial français et toujours sous sa coupe monétaire fait partie de la zone d'influence politique, économique et financière française. Elle défend son accès aux matières premières et les débouchés de sa production industrielle. Les Etats-Unis, quasiment absents entre 1945 et 1989, se sont invités en Afrique après la fin de la Guerre froide et l'effondrement de la Russie. Leur objectif est d'avoir accès à une part du gâteau dans ce continent immense, riches en matières premières.

La Chine, très active depuis plusieurs décennies, offre une alternative aux états africains, pillés par la Banque Mondiale au service des entreprises anglo-américaines. La Chine offre un autoroute,

qu'elle va construire elle-même pour éviter la dilapidation des fonds de la corruption contre des droits miniers ou pétroliers. L'invasion chinoise, qui cherche aussi des sources de nourriture pour sa population est assez mal vécue pour les populations. La France, en déployant ses forces, défend la présence française et ses intérêts en Afrique, non seulement au Mali, mais également dans tous les pays de l'ancienne Afrique Occidentale Française. Cette offensive vise t'elle à écraser Ansar Eddine et sa faction radicale de l'AQMI, s'opposant directement aux intérêts, que l'on est en droit de supposer anglo-américano-sionistes ? On peut se poser la question, mais sans pouvoir apporter de réponse étant donné les apparentes incohérences de la politique étrangère française. Un diplomate français déclarait récemment : « *ceux qui ont pris la décision de bombarder Kadhafi n'avaient pas la moindre idée des conséquences que cela pourrait avoir au Sud.* »

Il semblerait que les intérêts personnels de Nicolas Sarkozy à faire taire les révélations de Kadhafi et sa prise de position en faveur de Washington dans la guerre monétaire aient, par sa guerre en Libye, sabordé les intérêts industriels de la France dans le tiers Monde et dans les pays émergents. La guerre en Syrie détruit également la confiance dans une région longtemps sous influence française. Là aussi, les diplomates français ont tout fait pour s'opposer à la politique militaire de l'Elysée, qui allait à l'encontre de nos intérêts nationaux.

Sarkozy a joué de toute évidence contre la France pour des intérêts étrangers. Pour qui travaille le nouveau président ? Nous en saurons plus au fil des mois.